



## Venezuela : L'opposition à la destruction de l'appareil législatif bâti reste le seul espoir pour le peuple

Par [Romain Migus](#)

Mondialisation.ca, 17 décembre 2015

[telesurtv.net](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Les élections législatives du 6 décembre dernier ont adjugé une victoire indiscutable aux adversaires du processus politique initié par le commandant Hugo Chávez et par le peuple du Venezuela il y a dix-sept ans. La conquête de l'Assemblée Nationale par une partie de la droite néolibérale n'est pas peu de chose. Même si le Venezuela, comme d'autres démocraties dans le monde, se targue d'avoir un régime présidentiel dans un État fédéral mais centralisé, le pouvoir législatif est énorme. C'est de là que l'on a adopté pendant seize ans les lois qui ont permis l'immense majorité des changements révolutionnaires, dont les décrets-lois qui ont pu voir le jour grâce à la Loi Habilitante votée à l'Assemblée. Bien que ce pouvoir ait été symbolisé par la figure du commandant Chávez, les succès de la Révolution Bolivarienne ont été rendus possibles grâce au travail conjoint du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif afin de changer la vie des citoyens de la République.

Les porte-paroles politiques du Capital se sont distingués tout au long de l'histoire politique récente de l'hémicycle en s'opposant à tout ce que proposait le chavisme. Pas par caprice, mais parce que les représentants du peuple bolivarien s'évertuaient à construire un échafaudage légal afin de renforcer le bien-être commun, et ceci menaçait les intérêts capitalistes de ceux dont les politiques de droite se veulent les représentants. Alors que la Révolution s'attachait à construire la base légale au bénéfice de l'intérêt général, la droite plaidait pour la primauté des intérêts particuliers d'une minorité.

Après dimanche dernier, le jeu politique législatif s'est renversé. Dorénavant la stratégie qui cimentait les politiques de la droite néolibérale, à savoir s'opposer à tout, s'effondre. Ils sont obligés de révéler au pays quelles sont ses véritables options politiques et en fonction de quels intérêts ils vont légiférer à partir de maintenant. Et avec un glissement sémantique comme conséquence : l'opposition au nouveau projet du pays, aujourd'hui hégémonique à l'Assemblée nationale, c'est nous, les révolutionnaires !

La seule chose sur laquelle nous rejoignons la proposition de la contre révolution est qu'il va y avoir un changement. Pour savoir réellement en quoi il consiste, il suffit de vérifier le programme de gouvernement que tous les partis qui composent l'autoproclamée Table de l'unité démocratique (Mesa de la Unidad Democrática, MUD) ont scellé d'un commun accord le 23 janvier 2012. Dans ce programme composé de 1237 articles on retrouve une grande partie des actions futures de la MUD à l'Assemblée, puisque de nombreux députés de la nouvelle majorité parlementaire ont participé à la rédaction de ce programme néolibéral. Par conséquent, on en déduit qu'ils appliqueront en conscience les esquisses qu'ils ont

élaborées. Voyons quelles sont les propositions qu'ils vont maintenant essayer d'implémenter depuis l'hémicycle législatif.

Bien qu'ils n'aient pas informé le peuple de ses véritables intentions lors de la campagne électorale, la MUD met l'accent dans son programme sur la nécessité de reprendre "toute la multitude des lois afin de les ajuster à une vision intégrale d'un nouveau cadre juridique qui reflète la nature démocratique de la République" (art. 162 du programme de la MUD)[1]. C'est-à-dire démolir tout l'appareil légal qui a permis l'élaboration de politiques en faveur du peuple.

Au niveau économique, les députés de la MUD ont promis à leurs électeurs d'en finir avec la crise. Comme nous savons que la MUD ne pourra pas faire monter les prix du pétrole au niveau international, il faut se demander qui paiera les conséquences de l'écroulement du prix du brut : le peuple ou les classes privilégiées ?

Une fois encore, le programme de la droite vénézuélienne nous fournit une ébauche de réponse : en finir avec le contrôle des prix des produits du panier moyen pour "stimuler l'activité privée" (art. 420), réformer la Loi de Terres et de Pêche ; la Loi de Souveraineté Alimentaire, afin de "garantir les libertés économiques" (art. 547) ; la Loi d'Économie Populaire (art.125), et la Loi pour la Défense des Personnes à l'Accès aux Bien et aux Services (art. 147).

En d'autres termes, ils prétendent retoucher toutes les lois qui protègent le peuple de la dictature du marché. De même, éliminer le contrôle des changes, comme ils le proposent dans l'article 406 provoquerait une forte dévaluation qui achèverait de détruire de manière drastique le pouvoir d'achat des classes populaires ainsi que celle des classes moyennes de la société.

Comme l'a indiqué José Guerra, un des rédacteurs du programme économique de la MUD élu récemment député de Caracas, la nouvelle Assemblée reformera la Loi de la Banque Centrale du Venezuela (BCV). Une mesure très abstraite pour les électeurs qui l'ont porté au pouvoir mais dont les conséquences pourraient se faire sentir à moyen terme. Tout au long de ces seize années, la droite a toujours pleurniché devant le fait que les politiques monétaires soient soumises aux décisions du gouvernement élu et servent le développement de la Nation de manière coordonnée. Les canons libéraux des politiques financières vont pouvoir s'imposer à travers la réforme de cette loi. Pour ce faire, la MUD préconise d'accroître l'autonomie de la BCV et d'interdire à cette entité de "financer les dépenses publiques et de valider des politiques déficitaires" (art.408). Cela pourrait peut-être avoir un impact sur l'inflation mais quel en serait le coût social ? D'où serait pris l'argent pour renforcer les systèmes d'éducation, de santé, sans parler des programmes sociaux que le Gouvernement Bolivarien a maintenus malgré la crise ?

Ces intentions des nouveaux députés de la droite vénézuélienne n'ont pas fait l'objet de débats dans la campagne électorale. Quand les politiques de la MUD parlaient de liberté d'expression à leurs électeurs, ils ont omis de préciser qu'ils veulent modifier la Loi Resorte [NdT : Loi de Responsabilité Sociale à la Radio et à la Télévision] (art.124) ainsi que la Loi de Télécommunications (art. 1147) pour éradiquer les voix de la critique, criminaliser les médias communautaires et réoffrir le spectre radioélectrique aux entreprises de communication privées. Quand ils criaient furieusement pour la pleine démocratie, ils n'ont pas mentionné leur volonté de réformer à l'Assemblée Nationale la Loi du Conseil Fédéral du Gouvernement (art. 276), la Loi des Conseils Communaux (art. 289), la Loi des Communes

ainsi que la Loi Organique du Pouvoir Populaire (art. 125).

Ils ont promis monts et merveilles à une population épuisée par une terrible guerre économique, mais ils ont passé sous silence leur désir d'abattre la législation qui a permis à l'industrie pétrolière d'être le moteur économique du processus de changement révolutionnaire (art. 512 et 275). Ils se sont agités pendant des années appelant en vain les forces armées à la rébellion, sans mentionner qu'ils vont retoucher la Loi Organique de la Force Armée Nationale Bolivarienne ainsi que la Loi Organique de Sécurité de la Nation (art. 100), avec comme objectif de "réorganiser et reformuler l'institution militaire" (art. 99) ; éliminer la Milice Bolivarienne (art. 101) et, d'une manière générale, détacher le soldat et la collectivité militaire de l'avenir de la Nation. En somme, revenir à une armée de façade dont l'unique rôle serait de défilier le 5 juillet et de réprimer en cas de rébellion populaire.

L'offensive législative contre la Révolution Bolivarienne qui est en train d'être menée depuis la nouvelle Assemblée Nationale cherchera soumettre à nouveau l'intérêt général et le bien-être de la majorité aux intérêts particuliers des élites. Dans la bataille politique et communicationnelle à venir, le chavisme doit assumer le rôle qui est désormais le sien dans l'hémicycle : informer sur la stratégie de la majorité parlementaire et s'opposer à la destruction de l'appareil législatif bâti au cours de seize années de Révolution. En d'autres termes, une opposition politique pour le bien du peuple !

**Romain Migus**

[1] Voir ce programme sur le site internet officiel de la MUD : "Pistes pour le programme de gouvernement d'unité nationale" disponible [ici](#) (en espagnol) : (dernière consultation le 10/12/2015).

Voir aussi Romain Migus, le programme de la MUD, Caracas : ed. Barrio Alerta, 2012. Disponible [ici](#) (en espagnol)

*Traduit de l'espagnol par Rémi Gromelle pour [Investig'Action](#)*

La source originale de cet article est [telesurtv.net](#)

Copyright © [Romain Migus](#), [telesurtv.net](#), 2015

Articles Par : [Romain Migus](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)